



## Participation, éducation et formation citoyennes à une finance responsable et solidaire

La crise financière qui a éclaté il y a un an a donné une actualité au plaidoyer en faveur d'une finance plus responsable et plus solidaire, d'une part, et a renforcé la prise de conscience citoyenne à ce sujet, d'autre part. C'est ainsi que, selon une enquête menée par ING durant le premier trimestre 2009 auprès d'un groupe cible, les gens veulent savoir ce que les banques font de leur argent, comment elles l'utilisent.<sup>1</sup> Par ailleurs, deux personnes sur trois pensent qu'il serait utile que l'État recrée une grande banque publique. C'est ce qu'indique le baromètre trimestriel de la Libre Belgique qui a sondé les Belges sur la crise financière.<sup>2</sup>

Force est de constater que la société civile a trop souvent été laissée à l'écart des débats qui ont entouré cette crise. Nous avons pourtant la conviction que celle-ci ne pourra être durablement résolue que si les citoyens sont mis en capacité de mieux comprendre les mécanismes et les enjeux de la finance et de pouvoir davantage participer à des initiatives locales de finance responsable et solidaire.

Face à la crise financière et à ses conséquences sociales, le monde associatif a dès lors décidé de poser un geste fort et de se donner les moyens de ses ambitions. Quarante-quatre associations membres du Réseau Financement Alternatif<sup>3</sup> unissent leurs forces pour lancer, dès l'année prochaine, un vaste programme de participation, d'éducation et de formation citoyennes à une finance responsable et solidaire. Pour financer ce projet, ces associations se sont entendues pour mutualiser une partie de leurs fonds propres. Cela représente au total un montant de 62.110,69 €.

Ce programme vise le long terme. Sa première étape durera quatre années (2010 à 2013). Il vise à créer un véritable mouvement citoyen au départ d'initiatives locales charpentées autour de trois thématiques : l'épargne, la monnaie locale et le crédit. Chaque thématique se déclinera au fil de 6 étapes.

### Trois thématiques

#### 1 Que faire de mon épargne ?

Déposer son argent à la banque ou placer ses économies dans un produit financier ou un projet particulier n'est pas un acte neutre. L'entreprise ou la banque à qui nous « confions » notre argent l'utilise pour octroyer des crédits ou investir à son tour cet argent dans des entreprises qui l'utiliseront pour développer leurs propres activités. Des activités utiles à l'homme et à l'environnement ou des activités qui permettent de rapporter de l'argent (voire beaucoup d'argent), mais sans tenir compte des conséquences que cela aura pour l'homme et la planète ?

1 P.D.-D., "La banque des épargnants", La libre Belgique, 4 avril 2009.

2 Baromètre politique: Oui à la banque publique..., La Libre Belgique, 30 mars 2009.

3 Voir la liste celles-ci et leur présentation en annexe.

Que signifie investir « éthique » ? Il s'agit de placer son argent dans des produits financiers qui investissent uniquement dans des entreprises qui développent des activités économiques tout en respectant un certain nombre de critères sociaux, environnementaux. Ces entreprises, par exemple, ne fabriquent pas d'armes controversées, respectent les lois sociales et les droits de leurs travailleurs, ne sont pas accusées de malversations ou encore ne développent pas une partie de leurs activités dans des pays qui violent notoirement les droits de l'homme.

Par ailleurs, de nombreux projets d'économie sociale, associations et structures alternatives rencontrent d'énormes difficultés pour trouver des financements alors qu'ils répondent à des besoins essentiels. Bien souvent, de telles initiatives se voient exclues des circuits financiers traditionnels au nom de la rentabilité à tout prix. L'investissement solidaire apparaît dès lors comme une ressource originale et complémentaire. Il permet en quelque sorte de pallier les déficiences du système financier et de concilier économie de marché et bien commun.

Exemple : une proposition nous est faite par un groupe de citoyens de la commune de Forest, de soutenir la création d'un outil financier qui recueille l'épargne locale pour soutenir les initiatives communales d'économie sociale dans le cadre des contrats de quartier.

## **2 Utiliser une monnaie locale ?**

Les monnaies locales sont des monnaies non soutenues par un gouvernement national (qui n'ont pas nécessairement cours légal), et destinées à n'être échangées que dans une zone restreinte.

Ce type d'initiative rencontre un succès grandissant dans plusieurs pays européens, en particulier en Allemagne et en Autriche où il existe déjà 28 monnaies locales.

Le « Chiemgauer » de Bavière, est la plus populaire de ces monnaies. La vocation de celles-ci n'est pas de remplacer l'euro, mais d'encourager le commerce régional tout en finançant des projets associatifs (crèches, orchestres, complexes sportifs, etc.).

Les monnaies locales permettent notamment de s'ancrer dans l'économie réelle et évitent que l'argent ne stagne sur un compte. Elles sont toujours en circulation et doivent être dépensées puisqu'un billet dévalue progressivement et est périmé au bout d'un an. Peuvent ainsi cohabiter une monnaie qui encourage l'économie régionale/locale, et l'euro, bien plus adapté à l'économie globale.

La monnaie peut donc redevenir un outil social, au service de l'homme. Le Chiemgauer allemand, la banque du temps anglaise et les Systèmes d'Echange Locaux (SEL) français et belges sont des preuves concrètes que la monnaie peut redevenir un sujet de débat dans la société occidentale.

Exemple : une proposition nous est faite d'aider à la réalisation d'une expérience pilote au départ d'Ottignies vers le Brabant wallon. Il s'y trouve déjà un SEL très actif, de même qu'un réseau d'échanges des savoirs (RES), un réseau de 120 acteurs engagés dans le développement durable, des groupements d'achats, un réseau Voitures à Partager (VAP), une donnerie locale de 400 membres, etc. Ottignies est également impliquée dans le programme "villes en transition" et réfléchit à une prospective « 2050 » dans laquelle la coexistence de l'Euro et de l'Okni (Ottignies en patois local) ou le Bèwé (si on vise les 27 communes) aurait tout son sens.

## **3 Vivre à crédit ?**

Aujourd'hui, le crédit est devenu banal, « facile » et de plus en plus fréquemment utilisé sans que le consommateur en évalue correctement les conséquences. Les personnes en difficulté sont particulièrement vulnérables et font de plus en plus souvent appel aux ouvertures de crédit pour faire face à leurs besoins vitaux ou pour payer des factures en retard, créant une situation d'endettement permanent.

Sensibiliser le public et ouvrir le débat par rapport aux risques liés au crédit « facile » et plus particulièrement aux ouvertures de crédit est essentiel à l'égard d'un public fragilisé qui a peu ou même pas assez de revenus. Mais le consommateur « moyen » est également concerné par cet aspect. Il est essentiel de fournir une information mais aussi, dans une optique de prévention du surendettement, d'offrir des lieux de paroles, de débats et des pistes d'action en lien avec la consommation, la gestion du budget du ménage, l'épargne et le crédit.

Exemple: les Équipes Populaires sont depuis 2004 à l'initiative de la Journée sans crédit, qui a désormais lieu chaque année le dernier samedi de novembre. En 2006, un pas supplémentaire a été fait en mettant autour de la table 9 associations (francophones et néerlandophones) qui sont sur le terrain de la prévention du surendettement et de la protection des consommateurs. En 2007 et 2008, la plate-forme s'est élargie à 12 puis à 14 associations. Celle-ci a conservé son objectif de sensibiliser les consommateurs le jour de la symbolique « Journée sans crédit », mais en mettant également l'accent sur la création d'outils pédagogiques performants et sur la formulation de propositions législatives plus élaborées. La proposition nous est faite de renforcer l'engagement du Réseau Financement Alternatif dans la Journée sans crédit, qui pourrait être orienté davantage vers la participation, l'éducation et la formation citoyennes.

## **Une méthodologie**

L'argent est un sujet qui est délicat à aborder, contrairement à d'autres traités en éducation permanente. Cela tient à trois facteurs : le sujet est difficile, il n'est guère attrayant et nous devons tous faire face à des barrières psychologiques à l'égard de l'argent.

Le fonctionnement du système financier, les produits et services offerts ainsi que les termes employés sont d'une rare complexité. Ce qui a fait dire à certains hauts responsables du secteur financier qu'ils ne comprenaient pas toujours eux-mêmes certains produits financiers qu'ils offrent au public et que seuls certains experts sont encore en mesure de les appréhender... L'éducation financière est donc essentielle en terme de protection du consommateur financier mais aussi en terme de participation citoyenne. Elle est même l'étape obligée pour favoriser cette dernière car il n'est évidemment pas possible d'appréhender, de débattre et d'agir sur un sujet qui dépasse votre entendement.

La finance, outre sa complexité, n'est pas un sujet attrayant. Même si nous manipulons de l'argent tout au long de la journée, si la finance conditionne une grande partie de nos relations sociales, si elle est bien sûr un outil indispensable au développement économique, elle n'est pas perçue comme un sujet très concret, en phase avec nos préoccupations quotidiennes. Cela est en grande partie dû au secteur financier lui-même qui présente souvent ses produits et services comme déconnectés de la réalité. Il y a donc un travail important à faire pour remettre la finance en lien avec le vécu des publics.

Enfin, il faut vaincre des barrières psychologiques. On le comprend aisément pour des publics qui sont en situation de gêne financière ou de surendettement: il n'est évidemment pas facile de s'ouvrir lorsqu'il s'agit de situations qui peuvent porter atteinte à l'estime que l'on a de soi-même et que l'on perçoit, parfois à juste titre, comme un handicap dans ses relations avec les autres. Plus surprenant, des barrières psychologiques importantes existent également quand il s'agit d'évoquer une épargne que l'on a constituée, c'est un sujet que l'on n'aborde pas toujours aisément, même dans un cercle plus intime comme un couple ou une famille.

Les six étapes décrites ci-dessous prennent largement ces facteurs en compte.

## Six étapes

### 1. Créer, développer et maintenir des groupes locaux

Ces groupes locaux, au minimum un par province, seront des lieux de paroles, d'échanges, de débats et d'actions. L'objectif recherché par les groupes s'affinera au fur et à mesure du processus pour finir par se resserrer autour d'une thématique particulière. Le choix et la mise en place concrète de la thématique (n°1, n°2 ou n°3) sera fonction de l'envie, du vécu, des participants du groupe.

Ces groupes seront soit nouveaux, créés à l'occasion du programme, soit préexistant à celui-ci (par exemple des groupes locaux d'associations membres du Réseau Financement Alternatif, des groupes d'épargne-crédit, des groupes au sein de CPAS, ...).

### 2. J'appréhende : informer et conscientiser ces groupes sur les différentes thématiques

Un effort particulier sera porté sur cette phase qui vise à une appréhension générale de la finance. Durant celle-ci, nous tenterons à la fois de fournir les clefs de compréhension, de connecter celles-ci au vécu des publics et d'utiliser des techniques qui permettent à chacun de vaincre les barrières psychologiques qui peuvent se présenter.

Ce n'est que lorsque ce travail aura été accompli que les phases ultérieures pourront se développer. Ceci ne nous dispense évidemment pas au cours de ces dernières de s'assurer systématiquement de ce que les trois éléments visés ci-dessus soient réunis: compréhension, ancrage à la réalité et mise en confiance pour aborder le sujet.

Cette première étape propose une approche généraliste des thématiques envisagées au départ de différents outils: des films tels que Let's make money, des jeux d'animation, tels que le jeu FINANcité créé par le Réseau Financement Alternatif et toute autre forme de transmission de savoirs telle que animations, conférences, .... . Au total, une dizaine de modules de quatre heures seront progressivement mis en place.

Cette phase ne consiste pas uniquement à transmettre des savoirs mais comportera également des aspects de jeux de rôle, de prise de paroles, de débats et de debriefing pour permettre à chacun de comprendre mais aussi de se positionner et d'exprimer ses desiderata par rapport à la finance.

### 3. J'approfondis : proposer des alternatives possibles

La phase suivante vise à approfondir l'approche d'une des thématiques. Elle permettra notamment de débattre des enjeux précis de cette thématique ou de certains de ses aspects et de ses impacts sur la vie des publics. Elle abordera également la question de notre capacité à agir sur ces impacts: est-ce une fatalité ou puis-je avoir une influence en tant que citoyen ?

Il s'agira préalablement de lister les desiderata concrets de chacun mais aussi les initiatives locales existantes et de les présenter pour chacune des thématiques. Nous proposerons ensuite une série d'alternatives possibles (un groupe d'épargne local, un groupe d'information sur les possibilités concrètes d'investir de façon responsable et solidaire, un SEL ou un groupe de monnaie complémentaire, une caisse d'emprunt locale,... ).

Nous voulons ensuite permettre une approche particulière des thématiques envisagées sur base de modules « clefs sur porte », comme par exemples :

- Comment aborder le sujet sensible de l'argent dans mon entourage ?

- Comment encourager la finance responsable et solidaire autour de moi ?
- Comment créer une caisse locale d'épargne solidaire ?
- Comment se libérer du crédit ?
- Comment gérer un budget ?
- ... ou de modules sur mesure en fonction de la demande exprimée par les participants au groupe.

#### **4. J'agis : mettre en place au sein du groupe une ou plusieurs alternatives**

La quatrième phase poursuit le cheminement par la mise en place d'actions individuelles et/ou collectives que je puis mettre en place dans mon milieu de vie.

Il s'agit de susciter et d'appuyer des initiatives citoyennes locales se rapportant à une ou plusieurs thématiques. Ces initiatives pourront viser à modifier le comportement des membres du groupe au travers de la création de mécanismes, comme une caisse locale d'épargne solidaire, une monnaie locale ou un référentiel de gestion budgétaire. Les groupes pourront également interpeller les responsables politiques ou les banques en vue de changer certaines pratiques, voire des lois.

Cette action s'appuie sur des outils de développement, par exemple:

- un référentiel de gestion d'une caisse locale d'épargne solidaire,
- les outils pour créer et développer une monnaie locale,
- un référentiel de gestion de budget au sein d'une famille, d'un groupe, d'une communauté,
- une association de prêt sans intérêt,...

Des outils particuliers ou des actions de soutien particulières seront en outre développés en fonction de la demande des groupes.

#### **5. J'échange : coordonner le travail des groupes et organiser des échanges entre groupes participants**

La cinquième étape vise à mettre les groupes locaux en contact entre eux pour leur permettre d'échanger à propos de leurs expériences et ainsi d'enrichir mutuellement celles-ci. Ces échanges doivent notamment permettre de repérer les bonnes pratiques qui, ici ou là, ont permis de vaincre des difficultés rencontrées.

Cette étape inclut un groupe plus large que le seul groupe local (grand public) mais se fait en coordination et sur base des expériences des groupes locaux.

Elle se fera sous forme d'échanges entre les différents groupes, lors de rencontres, mais aussi de manière continue grâce à des outils en ligne comme un réseau social dédié au projet.

#### **6. Je témoigne : organiser un événement ou éditer une publication destinée à un large public.**

Enfin, il est essentiel de témoigner de son expérience auprès d'un public large pour partager avec le plus grand nombre et encourager la participation citoyenne dans de nouveaux lieux et de nouveaux groupes.

Il s'agit ici de faire connaître le travail des groupes vers de nouveaux participants qui pourront, dans leur région, s'inspirer ou dupliquer ces initiatives. Cette étape-ci inclut également un groupe plus

large que le seul groupe local (grand public) mais se fait en coordination et sur base des expériences des groupes locaux.

Les outils de dissémination seront décidés avec les groupes locaux en fonction de la nature de leurs initiatives.